

# Le 23 juin, tous contre la loi Travail !

**Nous venons d'apprendre ce matin que la Préfecture de Police voudrait interdire la manifestation prévue demain jeudi 23 juin. Nous ne céderons rien face aux intimidations et manifesterons de toute façon. Il faut défendre la démocratie, le droit de manifester, de revendiquer.**

**La loi Travail serait indispensable pour créer des emplois ? C'est pour cela que cette loi veut diminuer la majoration des heures supplémentaires de 25 à 10% ? Depuis quand, encourager le recours aux heures supplémentaires inciterait-il les employeurs à embaucher !**

**La loi Travail, en supprimant de nombreuses protections, va permettre d'imposer des accords d'entreprise toujours plus défavorables aux salariés, à coups de chantage à l'emploi : comme à Renault en Espagne, à PSA en ce moment ou à Renault sas où des négociations sur un nouvel accord de compétitivité ont débuté.**

⇒ **Ceux qui s'offusquent d'une image du pays altérée** par le mouvement social n'hésitent pas à délocaliser leurs sièges sociaux pour échapper à l'impôt, ont recours aux paradis fiscaux ou aux retraites chapeau, au détriment des finances publiques et de la protection sociale. Lutter contre cette loi, pour nous et les jeunes qui suivront, est au contraire faire preuve de solidarité.

⇒ **Quant aux salariés qui s'offusqueraient des grèves**, ils oublient que les congés payés, la journée de 8h et la plupart de nos droits dans l'entreprise ont été acquis grâce aux grèves.

**Il n'y a pas de fatalité à voir se succéder des réformes antisociales. Il nous suffit de ne plus le vouloir et de dire stop ! Alors le 23 juin, c'est le moment d'agir :**



**La CGT et SUD appellent les salariés à faire grève jeudi 23 Juin 2016 (appel couvrant la journée) pour le retrait de la loi Travail en participant à la :**

**Manifestation à Paris, jeudi 23 Juin 14h**

**RDV à 12h45 devant le CE pour départ en bus**

**Mardi 28 juin 2016 : journée nationale d'action contre la loi Travail**

**A l'appel de : SUD/Solidaires, CGT, FO, FSU, UNEF, UNL, FIDL...**

## **Une minorité de syndicats... pour la loi Travail**

**Seules la CFDT et la CFTC soutiennent le projet de loi Travail.** Laurent Berger, le secrétaire national de la CFDT, a même déclaré que le retrait de la loi Travail « *serait un coup dur pour les salariés* » ! Ces deux syndicats représentent 40 % des salariés au niveau national. Tous les autres syndicats y sont opposés : CGT, Solidaires/SUD, FO, CFE/CGC, etc. **Alors qui sont les minoritaires ?**

# La mobilisation contre la loi Travail vue par les médias

Voilà plus de trois mois que dure la mobilisation contre la loi Travail, une mobilisation qui ne faiblit pas malgré les pronostics régulièrement formulés par les « experts » et autres éditorialistes.

La couverture médiatique de la mobilisation est une démonstration de la capacité des grands médias à entonner un refrain bien connu : nécessité de la « réforme », « archaïsme » de la contestation, stigmatisation de la mobilisation, morgue, mépris, voire haine de classe à peine voilée.

## Une indispensable réforme ?

**Le terrain avait été soigneusement préparé.** Dès la rentrée 2015, il fallait diffuser l'idée que le Code du travail était un « mastodonte » qu'il fallait nécessairement « alléger ». Florilège :

⇒ « *Bien sûr, on pourrait garder notre bon vieux Code du travail, avec ses règles et ses protections, qui dissuadent parfois la création d'emploi, mais à quoi cela sert de protéger de plus en plus des emplois qui ne sont pas créés ?* » (François Lenglet, France 2, 9 septembre 2015).

⇒ « *Le Code du travail n'est pas une vache sacrée. Il ne doit pas devenir imperméable aux mutations de la société et du salariat.* » (Éditorial du Monde, 2 septembre 2015)...

Les syndicalistes étaient déjà passés sur le grill, comme Mailly, de FO (Europe1 18/02) : « *Mais si vous on écoute bien, il n'aurait rien fallu changer. Là cette loi, elle est quand même destinée à dynamiser le marché du travail pour essayer de créer de l'emploi.* » Etc.

Média	Propriétaire
TF1, LCI...	M. Bouygues
France2, France3, France Info...	Etat français
Canal, Direct Matin..	V. Bolloré
RTL, M6...	T. Rabe
Europe1, RFM, JDD, Paris Match....	A. Lagardère
Le Figaro...	S. Dassault
Les échos, Le Parisien...	B. Arnault
Le Point	F. Pinault
Le Monde, L'Obs...	Bergé/Niel/Pigasse
L'Expansion, BFM-TV, RMC, L'Express..	P. Drahi

## Offensive tous azimuts contre la mobilisation

**Mais l'entreprise de légitimation de la loi n'aura pas suffi.** Dès le 9 mars, des centaines de milliers de salariés et de jeunes sont entrés en mobilisation. L'offensive va alors être dirigée contre celle-ci.

Méthode privilégiée : la focalisation, non pas sur les causes, mais sur les conséquences des grèves, avec un intérêt particulier pour les « usagers » des transports en commun. Obsession qui se traduit par une infinie variété de titres de presse sur « *la galère dans les transports* ».

Autre angle d'attaque : la dénonciation des « pas concernés », ceux à en croire les « experts », ceux qui n'auraient aucune raison de se mobiliser : les salariés du public et les jeunes qui n'auraient rien compris au contenu d'une loi qui ne les concerneraient pas, mais qui se mobiliseraient pour le plaisir.

## « Vous condamnez les violences ? »

La focalisation sur les « violences » qui, bien qu'elles se produisent, comme les grands médias le répètent, « en marge des manifestations », font l'objet d'une attention qui n'a rien de marginale, quitte à faire passer au second, les mobilisations elles-mêmes, leurs causes et leur ampleur.

**Un véritable matraquage médiatique contre les manifestations,** accompagné d'interrogatoires de militants sommés de « condamner » les « violences », quitte à ce que le sujet monopolise leur temps de parole.

## Les nouveaux terroristes

**Puis les grands médias ont multiplié les attaques** contre le secteur des raffineries, avec une place particulière au nouvel ennemi public numéro 1 : la CGT accusée selon Jean-Michel Apathie (Europe 1) de vouloir « *étendre le mouvement aux centrales nucléaires et à l'électricité. Prochaine étape : la guerre civile ? L'appel aux armes ?* ». SUD et Solidaires ne sont pas en reste non plus.

Les syndicalistes sont soumis aux injonctions d'intervieweurs zélés : « *Vous représentez moins de 3% des salariés, quelle est votre légitimité à bloquer le pays ?* », « *Est-ce qu'à 15 jours de l'Euro de football c'est raisonnable un blocage pareil ?* », « *Vous trouvez ça bienvenu après les attentats qui ont frappé la France, l'état d'urgence dans lequel on est ? Vous assumez ça ?* », etc.

**Bref, des médias aux mains de quelques grands industriels (et grosses fortunes), qui accompagnent la politique pro-patronale du gouvernement, et qui, en faisant preuve d'un parti pris à peine dissimulé sous couvert d'interview ou de débat, manquent gravement à leur devoir premier : informer !**